

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 41
JEUDI 2 JANVIER 1970

1970, la voie de nouvelles victoires populaires :

ORGANISER l'unité à la base et dans l'action !



REJOINDRE l'avant-garde marxiste-léniniste !

LA BOURGEOISIE ATTAQUE L'« H. R. » DÉFENDONS L'« H. R. »!

Voici l'article que le patron Grosjean juge « injurieux » et « diffamatoire » et pour cela, le patron Grosjean intente un procès contre l'H.R. Mais qui injurie qui ? Est-ce les militants du « groupe rouge de combat » qui appelle un chat un chat, c'est-à-dire un exploiteur un buveur de sang des ouvriers ? Est-ce les militants qui se révoltent contre un patron qui viole les lois bourgeoises elles-mêmes avec cynisme et plonge dans la misère ses ouvriers ?

Celui qui « injurie », c'est le patron qui bouffe la dignité de l'ouvrier et le rabaisse au rang de « chien productif ». Et bien entendu, le voleur crie « au voleur », Grosjean crie à l'injure. La vérité est sûrement une « injure » à la respectabilité d'un patron, mais elle est du côté du peuple et nous saurons l'imposer.

Camarades, l'H.R. fait appel à vous tous : envoyez des exemples d'exploitation dans les usines, que les ouvriers écrivent sur leurs conditions de travail, pour démontrer que le cas « Grosjean » est la règle chez nous, que tous les patrons sont des **BUVEURS DU SANG DES OUVRIERS**. L'H.R. consacrera une rubrique spéciale à la correspondance sur le procès. Que tous prennent fermement cette tâche en main.



ENCORE UNE AFFICHE
DU GROUPE ROUGE
DE COMBAT
DES TRAVAILLEURS
REVOLUTIONNAIRES
DU BATIMENT DE NANCY

Les patrons, les bourgeois sont des voleurs, des buveurs de sang qui n'hésitent pas à violer les lois durement arrachées par la classe ouvrière.

Exemple : Convention Collective du Bâtiment, législation du travail sont des mots creux pour Grosjean, entrepreneur, 11, rue Hermite, Nancy.

• Un maçon demande l'application de la loi du 30 avril 47. Cette loi dit : les jours fériés seront payés sans perte de salaire. Pour 1 semaine comportant 1 jour férié, les travailleurs doivent donc percevoir les majorations des heures supplémentaire habituelles.

• Réactions du patron :

1° le maçon reçoit le rappel de l'argent volé que le patron est obligé de rembourser.

2° le maçon reçoit sa lettre de préavis sans motif.

Les motifs du licenciement :

Etouffer l'affaire, intimider les travailleurs ;

Grosjean ne veut pas payer ce rappel à tous ses employés. L'enjeu en vaut la peine : les sommes dérobées s'élèvent à plusieurs millions (mais que fait donc l'Inspecteur du Travail ?)

• Echec à Grosjean :

Cette affaire doit être rendue publique :

— elle est portée devant le tribunal des Prud'hommes ;

— le groupe rouge soutient sans réserve le travailleur licencié dans sa juste lutte.

Grosjean paiera : Travailleurs, allez tous réclamer votre dû !

Les patrons volent la classe ouvrière. L'Etat, instrument de la dictature bourgeoise, permet ces vols.

A bas les oppresseurs du peuple !

Vive la dictature du prolétariat !

« Le Pouvoir est au bout du fusil », Mao Tsé-toung.

Le groupe rouge de combat des travailleurs révolutionnaires du Bâtiment, Nancy.

UNE SEMAINE DE LUTTES



- **SOCIETE AEROCARS** : depuis le 17 décembre, 120 chauffeurs et employés desservant les aéro-gares d'Orly et du Bourget sont en grève pour leurs salaires, de meilleures conditions de travail et l'application de la convention collective nationale des transports routiers.
- **AIR-FRANCE ET ORLY-SUD** : les 800 manutentionnaires et magasiniers du fret sur un total d'un millier cessent le travail le 22 décembre à 18 h contre l'insuffisance des propositions d'Air-France, concernant les salaires et l'amélioration des conditions de travail.
- **SUD-AVIATION A SURESNES** : débrayage de la presque totalité des 400 travailleurs horaires le 23 décembre pour les salaires. C'est le 13^e débrayage.
- **COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS** : les 800 employés des bars et des restaurants d'Orly et du Bourget se mettent en grève pour 48 heures à dater du 24^e décembre. Ils réclament une convention collective.
- **SOCIETE DES TIRAGES INDUSTRIELS PHOTO-MECANQUES (S.T.I.P.) A SAINT-JOUOZ (Haute-Savoie)** : contre la menace de licenciement de 200 ouvriers du livre, manifestation avec la participation de nombreux jeunes, de mensuels et de cadres dans les rues d'Annecy. Un Comité de défense est constitué.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'« HUMANITÉ-ROUGE »

| | Total précédent | 81 051,20 F |
|---|-----------------------|-------------|
| C.D.H.R. | Issoudun | 10 F |
| Ecole Normale d'instituteurs | Nice | 25 F |
| C.D.H.R. | Paris 19 ^e | 67,50 F |
| > | Paris 11 ^e | 62,50 F |
| > | Toulouse | 20 F |
| Meeting Albanie | Lyon | 140 F |
| C.D.H.R. | > | 91 F |
| > | St-Etienne | 4 F |
| > | Le Puy | 58,80 F |
| Un lecteur M.L. | Paris | 30 F |
| C.D.H.R. | Levallois | 130 F |
| > Paul Valéry | Paris 12 ^e | 16 F |
| > | Nice | 100 F |
| C.D.H.R. lettres | Lyon | 50 F |
| Un travailleur sympathisant | Berre | 100 F |
| Ecole Normale instituteurs | Nice | 100 F |
| A.L. | > | 20 F |
| C.D.H.R. Monmousseau | Toulouse | 50 F |
| C.D.H.R. | Guimgamp | 10 F |
| > | Rennes | 540 F |
| > Assas (décembre) | Paris | 60 F |
| Un vieux travailleur | Massy | 50 F |
| Les amis de H.R. | St-Etienne | 8 F |
| Cercle A. Marty | > | 130 F |
| U.J. | Toulouse | 43 F |
| | Grenoble | 30 F |
| | | |
| | Total général | 82 997 F |
| Un travailleur M.L. (envoyé comme soutien à la grève de Shirmeck) | Paris 10 ^e | 10 F |

Abonnez-vous...

Nom
Prénom
Adresse

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an
abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an
abonnement pour
l'étranger (par avion) :
120 F par an

Ecris, critiques, SOUTIENS L'HUMANITÉ ROUGE!

FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Cinq Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choisies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :

- LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;

Et parmi les derniers titres :

- LIN PIAO : Rapport du IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

LISEZ PEKIN-INFORMATION

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2^e) ;
- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14^e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine », 1 F.
- A l'H.R., B.P. 134, Paris (20^e).

ÉDITORIAL**AVOIR CONFIANCE DANS LES MASSES
AVOIR CONFIANCE DANS LE PARTI**

(Mao Tsé Toung)

L'impérialisme mondial, ayant à sa tête l'impérialisme yankee et le social-impérialisme soviétique est complètement vermoulu. Ces buveurs de sang ont fait cette année un grand pas vers leur propre tombe.

Malgré leurs pillages, la crise économique s'approfondit et ces gouvernements sont criblés de dettes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (déficits budgétaires et balances commerciales). Toutes leurs magouilles, de dévaluation du franc, de réévaluation du mark, d'adhésion de l'U.R.S.S. au Fond Monétaire International... n'y changent rien ; l'économie capitaliste est pourrie.

Les coûteuses dépenses de prestige, les sommes astronomiques pour la conquête de la lune et autres cinémas à grand spectacle, n'empêchent pas les peuples du monde de cracher leur haine aux Rockefeller en Amérique Latine, au Nixon en Europe (sauf à Bucarest où les révisionnistes ont pris toutes les précautions pour protéger sa peau).

Tandis qu'en Chine et en Albanie, cette année fut au contraire une année d'unité, une année de lutte pour la transformation profonde de l'homme : la réunion du IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois marque la victoire éclatante de la ligne prolétarienne du Président Mao dans la Révolution Culturelle. L'éducation des jeunes et des anciens cadres dans les « vents et marées de la lutte de classe », permet à la classe ouvrière « d'exercer sa direction en tout », d'unir davantage le peuple autour du Parti, de défendre leur patrie socialiste, de battre à plate-couture les sociaux-impérialistes soviétiques qui se livrent à des provocations aux frontières de la Chine Rouge.

En Albanie, tout le peuple est mobilisé sous la direction de la classe ouvrière et de son grand Parti pour réaliser les objectifs du 4^e Plan, et développer le grand mouvement de révolutionnarisation idéologique. Ils ont fait de ce petit pays une grande force, le phare du socialisme en Europe. Après 25 années d'efforts enthousiastes, nous savons que l'Albanie est et restera rouge car la jeunesse albanaise qui n'a pas connu le régime des exploités et la lutte de Libération Nationale, s'éduque et travaille auprès de la classe ouvrière.

★

L'héroïque peuple vietnamien, vole de victoires militaires en victoires politiques, de l'extension des régions libérées à la création du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam. Nixon a remplacé Johnson mais se trouve devant la même détermination d'un peuple en armes qui a fait sien la pensée du grand Président Ho-Chi-Minh. Au Vietnam comme au Laos, l'agresseur Yankee ne peut pas, ne pourra pas, empêcher sa décrépitude militaire totale face à la guerre du peuple.

Les fedayins palestiniens, animés d'un indomptable esprit de sacrifice révolutionnaire ont porté coups sur coups aux troupes fascistes de Moshe Dayan. Cette lutte sans merci les a liés encore davantage à leur peuple, leur a permis de dévoiler le sordide complot de solution pacifique de l'O.N.U.

Partout dans la Zone des Tempêtes, en Asie (Thaïlande, Birmanie, Pakistan, Yémen...) en Afrique (Angola, Guinée Bissao, Tchad...) et en Amérique Latine, les masses ont pris l'initiative. La lutte armée embrase l'impérialisme.

★

Acculés de toutes parts, s'entredéchirant entre eux, les capitalistes de tous bords doivent accentuer l'exploitation de la classe ouvrière dans leurs métropoles impérialistes.

Au U.S.A., la révolte des Noirs Américains gagne en profondeur, s'unit de plus en plus au mouvement ouvrier, au mouvement étudiant et à la lutte contre la sale guerre du Vietnam.

En Tchécoslovaquie, en Irlande, les masses en colère trouvent de nouvelles formes de lutte de libération, au cœur des citadelles impérialistes.

En Italie, les vagues de grèves successives unissent dans la lutte, la classe ouvrière avec les paysans et les autres opprimés, balayant les combinaisons des politicards bourgeois et révisionnistes.

★

En France, déchu par le printemps révolutionnaire de mai 1968, de Gaulle, le plus prestigieux représentant de l'impérialisme français a dû prendre ses cliques et ses claques pour Colombey. Ses successeurs se livrent à une escalade de mesures désordonnées pour sortir de la crise. Ils dévaluent le franc, augmentent les prix, accentuent les cadences, lâchent leurs flics, renforcent leur propagande démagogique. Sans trouver d'autre remède qu'une fascisation de plus en plus ouverte.

Face à cela, la colère grandit dans tout le pays. Pas un jour sans grève.

Partout dans les usines, les travailleurs en révolte s'élançant résolument dans la lutte. Comme le coup de la grève des roulants. Tout cela malgré les manœuvres et les trahisons des dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. et Cie. Des camarades continuent à travailler dans les syndicats pourris. Ils ont raison : quand cela est possible, il faut se servir de cette tribune, pour nous lier aux masses. Mais ce n'est pas suffisant. Et les ouvriers combattifs savent que sans organisation autonome, ils n'arracheront pas la classe ouvrière au révisionnisme.

★

1969, c'est l'année des Comités de Base, force dirigeante du Front Uni. Pendant 12 mois, aux 4 coins de la France, luttés après luttés, balayant tous les obstacles, développant l'initiative créatrice des masses, unissant les travailleurs français et immigrés, des Comités de Bases se sont créés. Ils regroupent sous la direction des plus conséquents, tous ceux qui « en veulent » qui « en ont marre », tous ceux qui sont décidés à prendre en mains l'offensive « contre les patrons buveurs de sang ». Pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour ne plus être des « chiens productifs », pour abattre les exploités et leurs larbins.

Isolées entre elles, les luttes révolutionnaires des Comités de Base ne pourraient pas atteindre leur but final. Pour que le mouvement ouvrier s'amplifie, il doit s'épauler, s'entraider, et un jour créer la grande organisation de masse de la classe ouvrière, instrument de lutte indispensable.

La riposte du tac au tac du prolétariat, français et immigrés, montre déjà cette perspective. sa combativité est intacte.

Les paysans et les petits commerçants, criblés de dettes, rejoignent la lutte, et vont vers une unité de combat avec la classe ouvrière.

★

Pris de panique devant le déchainement des luttes, la poignée de renégats à la tête du P.C.F. est obligé de trahir de plus en plus ouvertement. Ce ramassis de révisionnistes emploie tous les moyens possibles pour faire échouer ou pour dévier nos luttes. Ils emploient le chantage, le mensonge ou la force. Ils se coupent de plus en plus des gars qui leur faisaient confiance dans les boîtes. Ils apparaissent comme des jaunes et des briseurs de grève, à tous ceux qui veulent lutter.

★

« On a raison de se révolter ». Le grand mot d'ordre du Président Mao marque d'un trait rouge tout le mouvement de lutte de la jeunesse qui gagne la sympathie et le soutien du peuple.

Le coin enfoncé dans la machine capitaliste par le mouvement de révolte violent de la jeunesse n'est pas prêt d'en sortir : dans les usines, les jeunes sont aux premiers rangs du mouvement gréviste, et poussent à adopter les méthodes de luttes les plus radicales (occupations, séquestrations de patrons, « grèves sauvages », arrêts de chaînes...). Ils sont à la pointe pour créer les Comités de Base.

Dans les écoles, les facultés, la jeunesse intellectuelle intensifie sa lutte contre l'embrigadement idéologique de la bourgeoisie. En osant se jeter dans la lutte directe contre la machine d'oppression capitaliste la jeunesse montre la voie.

Plus que tout autre force du mouvement populaire, la jeunesse comprend clairement la nécessité de la violence révolutionnaire. A nous d'apprendre auprès d'elle. A nous de faire en sorte que la jeunesse s'empare des principes de combat marxiste-léninistes pour transformer son mouvement, spontané, violent, en « siège organisé de la forteresse capitaliste ». A nous d'organiser cette force nouvelle, sans attache, avec le révisionnisme, souvent délaissée, méprisée et attaquée par le parti de Waldeck-Rochet.

Attaquée, la jeunesse l'est par toutes les forces réactionnaires, la presse capitaliste fait grand tapage sur « la recrudescence de la délinquance juvénile », sur la « drogue », en fait ce sont des grandes manœuvres pour discréditer la révolte des jeunes.

A nous d'organiser cette force en dehors du contrôle des « grands partis », des « grands syndicats », cette force « irresponsable » aux yeux de la bourgeoisie et en fait dangereuse.

Oui le mouvement de la jeunesse est dangereux pour le capitalisme car il est l'espoir du peuple et la garantie de sa victoire prochaine. Parce qu'elle est saine et intrépide, la jeunesse sera un puissant levain de l'unité de combat du peuple. Parce qu'elle est saine et intrépide, parce qu'elle rejette les forces de démobilisation et de trahison du passé, la jeunesse sera aux premiers rangs de la révolte généralisée contre le vieux monde.

★

Nous sommes à une période décisive où le mouvement de masse se développe et cherche son unité, dans une lutte de plus en plus dure, de plus en plus violente. L'union de tous les opprimés autour de leur avant-garde marxiste-léniniste, le renforcement de cette avant-garde apparaît plus indispensable que jamais.

Pour pouvoir nous acquitter de tâches si lourdes et si ardues, il nous faut à tout prix renforcer notre liaison avec les masses, bannir de nos rangs toute idéologie faite de faiblesse et d'impuissance, oser lutter, oser vaincre.

Tel était déjà la signification de la tenue, il y a juste deux ans, du Congrès de Puyricard, qui fonda le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, les 30 et 31 décembre 1967 (depuis arbitrairement dissous par le pouvoir bourgeois).

« Sans actions, il ne peut y avoir de Parti communiste... ce qui fait croître et renforce le Parti, c'est l'action et les combats ; nous ne pouvons nous lier au peuple si nous ne lui démontrons pas que nous sommes capables de la guider. » (Conférence du Parti Communiste d'Albanie, p. 157, 2^e chapitre de l'Histoire du P.T.A.).

C'est ainsi que nous devons travailler, sans sectarisme, à l'unité du mouvement populaire, pour la victoire.

POUR FAIRE DE 1970 UNE ANNEE DE VICTOIRES POPULAIRES, UNE SEULE VOIE ... ORGANISER L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION — REJOINDRE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE

APRÈS LE SOMMET DE RABAT, PLUS QUE JAMAIS PALESTINE VAINCRA !

Le « sommet » de Rabat qui s'est achevé le 24 décembre 1969, a confirmé l'appréciation que portent les progressistes et révolutionnaires arabes sur la plupart des actuels régimes arabes. Clients de l'impérialisme ou vassaux du social-impérialisme, ils ne sont ni capables ni désireux de mener efficacement la lutte contre le colonialisme sioniste.

La position ferme d'une minorité d'Etats (Algérie, Yémen du Sud, Syrie...) a eu le mérite de mettre cette impuissance en évidence, quelque que soit la part de démagogie entrant dans la politique de certains d'entre eux.

Mais, surtout la conférence a été un échec pour ceux qui, selon les vœux de leurs maîtres de Washington et de Moscou, voulaient amener, sous une forme ou sous une autre les chefs d'état arabes à se rallier à la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967. Cette résolution, rappelons-le, impliquait la reconnaissance du fait colonial sioniste, et donnait une sanction légale irréversible à l'élimination du peuple palestinien, en tant que tel. Enfin, cette conférence a démontré que l'appartenance commune au monde arabe n'est pas un ciment valable pour la constitution d'un front commun anti-impérialiste, anti-sioniste.

Féodaux et réactionnaires séoudiens, jordaniens, tunisiens, etc... sont les hommes de paille de l'impérialisme yankee. Espérer édifier un tel front avec eux est une utopie malfaisante. D'ailleurs, au moment même où le roi Faïçal d'Arabie siègeait à Rabat aux côtés des présidents de la République arabe du Yémen et de la République Populaire du Yémen du Sud, ses troupes poursuivaient leurs incursions agressives contre le territoire sud-yéménite, et les féodaux yéménites, armés par lui, poursuivaient contre le régime républicain de Sanaa, une guerre sans espoir, mais qui tue encore.

En fait, la conférence de Rabat ne pouvait qu'être un échec pour les gouvernements arabes inféodés aux impérialistes et aux sociaux-impérialistes, de plus en plus coincés entre les exigences de leurs maîtres étrangers et la volonté de leurs propres peuples de lutter jusqu'au bout contre les colonialistes sionistes, aux côtés du peuple palestinien.

Et la presse bourgeoise a raison lorsqu'elle constate avec dépit que les palestiniens sont les grands vainqueurs de la confrontation de Rabat. Représentants qualifiés de leur propre peuple, incarnation des inspirations de tous les autres peuples arabes, c'est ainsi qu'ils sont apparus aux yeux des masses populaires, et c'est là un fait capital. Les « concertations » à deux ou à quatre, les plans américains, soviétiques ou autres, qui tous visent à liquider la question palestinienne au moyen d'un Munich moyen-oriental, sont dès lors condamnés.

Certains observateurs pensent que les dirigeants égyptiens et jordaniens s'efforceront de prendre prétexte de « l'échec » de la conférence de Rabat pour résoudre le problème palestinien.

C'est oublier que l'histoire ne se répète jamais exactement. A la différence de la Tchécoslovaquie de 1938, le peuple palestinien est déjà en guerre contre l'occupant sioniste. Il n'est au pouvoir, ni des impérialistes et sociaux-impérialistes, ni de ceux des chefs d'état arabes qui accepteraient de jouer les Chamberlain et Daladier au petit pied, de brader la Palestine aux colonialistes sionistes.

Contre ces derniers en Palestine, contre les impérialistes britanniques dans la région du Golfe arabe, contre les féodaux séoudiens au Yémen du Sud, les peuples arabes ont pris les armes. Ils ne les poseront qu'à la victoire.

Soutenons la lutte révolutionnaire des peuples arabes !

Palestine vaincra !

COMMANDEZ LA NOUVELLE AFFICHE

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES !

**UNIS A LA BASE AUTOUR DE LA CLASSE
OUVRIERE DANS UN MEME COMBAT**

- Nous ferons ECHEC aux plans de REPRESSION,
de FASCISATION,
et de MISERE

des monopoles capitalistes.
- Nous ferons ECHEC aux manœuvres de DIVISION et de SABOTAGE
des états-majors syndicaux et politiques.

VIVE LE FRONT UNI DU PEUPLE TRAVAILLEUR !

EN AVANT POUR UNE DEMOCRATIE POPULAIRE FONDÉE SUR LA DICTATURE
DU PROLETARIAT !

REJOIGNEZ L'AVANT-GARDE
MARXISTE-LÉNINISTE !



L'HUMANITÉ rouge
CHIQUE SEMAINE
DANS TOUTS LES KIOSQUES
1 F

LES JEUNES ET L'AUTORITÉ MILITAIRE

Dans une caserne de l'armée de l'air, un soir dans la semaine du 23 au 30 novembre dernier. Un jeune appelé (étudiant possédant une licence) entra en contradiction violente avec un adjudant (qu'on appelle juteu ou chien de quartier) un officier aida le juteu, d'autres jeunes appelés arrivèrent au secours de leur camarade, des 2 côtés les effectifs se gonflèrent. La contradiction dégénéra en pugilat et bataille rangée dura jusqu'à 1 heure du matin.

C'est une nouvelle forme de lutte qui prend corps, que les jeunes jusqu'à maintenant menaient au sein des lycées, facs, lieux de travail et manifestations de rue (sans violence aussi poussée).

C'est le tour des casernes. Si ces choses sont déjà arrivées, elles étaient conditionnées par les événements présents, pendant la guerre 1914-1918, l'armée des crosses en l'air, en 1956 au cours de la triste guerre coloniale avec les rappelés.

Aujourd'hui dans les casernes et en période de calme. C'est bonne augure pour l'avenir, les jeunes qui se rebellent contre la soumission imbécile de la hiérarchie militaire, prouve bien qu'une grande prise de conscience se fait surtout dans la jeunesse, ces jeunes ont raison, il faut miner partout ce qui sert à maintenir le capital en place par la force.

C'est sur tous les terrains qu'il faut s'organiser et mener la lutte classe contre classe contre le capital jusqu'à son renversement, le remplacer par la propriété collective des moyens de production par la dictature du prolétariat par la démocratie populaire et l'instauration du socialisme.

Un correspondant ouvrier.

Le 2^{me} Chapitre de "HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE" est paru !

En vente 2 F, dans les librairies progressistes ou par correspondance, à H.R., 2,90 F, frais d'envoi compris.

MALADIES DE... P.D.G.

Ce petit article sur « les maladies des P.D.G. » est un révélateur : dans le domaine de la santé comme ailleurs, la lutte des classes est présente. Non seulement messieurs les patrons ont leurs « petites maladies », mais aussi ils sont soignés selon leur rang, ont leur régime de faveur à la Sécurité Sociale. Depuis 1964, il existe un secteur privé dans l'hôpital et si vous avez de l'argent, vous aurez une chambre pour vous seul, avec infirmières à votre disposition... Pour les travailleurs, c'est la salle commune, 40 malades dans une salle réduite, avec un personnel surmené (1 infirmière pour 40 lits parfois !). La Sécurité Sociale ? Au-dessous de 1360 F, les cotisations ne sont pas proportionnelles (un timide déplafonnement récent de 1 % n'y change rien) : un P.D.G. gagnant plusieurs millions par mois cotise à peine plus qu'un travailleur gagnant 1360 F par mois ! De plus les P.D.G. des trusts pharmaceutiques se font de l'argent sur les multiples variétés de médicaments, dont beaucoup sont soit... inutiles, soit identiques à d'autres existant déjà !

Quant à la médecine du travail, les ouvriers savent ce qu'il faut en penser : elle sert à « réparer » les travailleurs pour qu'ils continuent à produire du profit pour les patrons. Il est bien évident que les vraies causes des maladies des travailleurs sont souvent les cadences, les mauvaises conditions de travail... Le médecin du travail, lui, ce n'est pas son rayon et ne s'en préoccupe pas !.. Voilà ce qui devait être dit avant d'écouter messieurs les P.D.G. parler de leurs petits « bobos » ; mais assurons-les que les petits malheurs d'aujourd'hui deviendront grosse colique quand « tous les pauvres s'y mettront » -

La revue patronale « TRAVAIL et SECURITE » de septembre 1969, diffusée dans toutes les entreprises, ose nous dire que le métier de P.D.G. est « un poste assez dangereux ». Si nos camarades lecteurs ouvriers ont envie de rire deux minutes, nous leur demandons de lire les élucubrations suivantes sur le sort « malheureux » de leur exploités :

« Il (le P.D.G.) adopte volontier, une position assise, une attitude asymétrique qui entraîne un déséquilibre axial, de la ceinture scapulo-humérale, mais aussi de la statique vertébrale dans son ensemble ».

« Cyphose et scoliose peuvent apparaître, d'un angle d'autant plus accusé d'ailleurs que l'ancienneté du sujet dans le poste est plus grande ».

« A ces vices d'attitude, sont souvent associées ce que les médecins appellent des dyskinésies, dont la plus connue est la crampe de l'écrivain. Celle-ci se manifeste chez le P.D.G. notamment après de longues séances de signatures. On aurait détecté également des troubles de la sensibilité (on s'en serait douté) et de la mobilité dans la région lombaire ou dans les jambes, consécutifs à « l'attitude parfaitement droite et fixe du P.D.G. en Conseil de Direction ».

« Déjà plus grave est le retentissement rénal des activités professionnelles du P.D.G. Il est bien évident que la dignité de ses fonctions exclut la possibilité de toute « ab-

sense discrète » au cours d'une conférence, par exemple. Cela, joint à l'absorption éventuelle de boisson (le verre d'eau du conférencier) et à une hypertrophie prostatique possible (cette affection caractéristique de l'homme adulte nous « pend au nez » à partir de 40 ans) — il faut croire que les P.D.G. ont le nez long ! — peut engendrer un retard dans l'accomplissement d'une action physiologique indispensable et entraîner à la longue le reflux urétéral, générateur d'infections et de mauvais fonctionnement rénal.

« Plus largement répandue est la « pathologie du standing ». Elle traite des troubles inhérents à la fonction sociale du sujet, due en particulier aux inévitables déjeuners d'affaires et à l'abus des boissons alcoolisées », pendant que les travailleurs crèvent de faim et quémandent quelques % d'augmentation de leurs salaires. Eux, les P.D.G. se gavent à se rendre malades ou à en crever au nom de la maladie professionnelle.

« D'autres atteintes sont en rapport avec le manque de sommeil dû, selon les auteurs, « aux sorties aux séances de travail trop tardives, aux insomnies angoissées de certaines périodes critiques ». Comme en mai-juin 1968, par exemple, ou des luttes des travailleurs. Ouvriers, avant de vous mettre en grève pensez à la maladie professionnelle de vos P.D.G., de leurs insomnies angoissées. Dès fois qu'une grève pro-

longée à nouveau de 24 heures lui flanque un infarctus implacable ! Camarades, il faut tenir ! « Ces insomnies peuvent être dues également à certains sports que le P.D.G. est obligé de pratiquer pour garder sa forme ou soutenir son rang, et l'on pourrait presque parler — au sujet des chutes de cheval (pauvres P.D.G. donquichottistes), des tassements vertébraux, des courbatures diverses, des fractures, des entorses, des sciatiques consécutives à la pratique de l'équitation, du ski ou du golf — de véritables accidents du travail ».

« Ajoutons encore un grand nombre de maladies exotiques (comme la syphilis sans doute ?) rapportées de voyages divers ».

Le journal fait encore remarquer « que l'examen d'embauche n'est que très exceptionnellement pratiqué ».

Voilà donc comment les P.D.G. se foutent du monde travailleur, une fois de plus. L'on peut penser aussi que les bonzes syndicaux, véritables P.D.G. à leur manière, sont soumis à ces mêmes risques (insomnies, cuir aux fesses, etc.). Que les travailleurs s'unissent et balaisent tous ces pourris d'une société pourrie, en amplifiant la lutte, en s'organisant dans des Comités de base anti-P.D.G. C'est le seul moyen de leur donner une colique mortelle et définitive. La race des P.D.G. arrive à sa fin, avec la société qui les a engendrés.

Des seigneurs modernes

Dans les sociétés intérimaires, l'exploitation de la force de travail se fait au maximum.

Travaillant dans une de ces « boîtes d'intérim », on peut dire que les travailleurs font parfois jusqu'à 55 heures par semaine et même plus. La légalité bourgeoise fixe pourtant la durée hebdomadaire à 54 heures par semaine, alors que font les inspecteurs du travail pour faire respecter cette dite légalité ? Qui viole la loi ? Toujours les mêmes : les exploités. Et que font les représentants (inspecteurs du travail) du ministre du Travail ? Rien, bien entendu et cela va de soi, ils sont au service de la dictature bourgeoise.

Pour le travailleur contraint à ces seigneurs modernes, c'est ça ou la porte.

Pour ce qui est des salaires, étant payés à la pièce, les patrons arrangent ça à leur façon. Le bulletin de salaire se divise en deux parties, d'une part le montant net 70 % environ, le reste étant considéré comme prime et frais divers.

Ainsi pour le calcul des congés payés, nous perdons ces 30 % de primes. Cela est aussi vrai pour la cotisation de sécurité sociale qui est calculée sur les 70 %, ce qui fait que si l'on est malade, l'indemnité journalière est calculée sur ces 70 %.

Quant aux jours de fêtes légales, nous sommes rémunérés à 20 %, même le 1^{er} mai, qui est pourtant un jour férié chômé et payé en vertu de la loi du 30 avril 1947 et qui ne doit entraîner aucune perte de salaire.

Et oui, ces marchands d'esclaves estiment qu'effectuant des emplois intérimaires, c'est tout à fait normal.

Quant aux 10 % desdits accords de Grenelle 1968, augmentation de salaire de 7 % au 1^{er} juin 1968, portée à 10 % au 1^{er} octobre 1968, nous ne l'avons obtenue qu'au mois de décembre 1968.

Dans ces « boîtes », tout est à peu près comme ça. Nous avons fait des revendications au mois de juin 1968, mais ils ont coupé court en menaçant de licencier les « meneurs », malgré ces mesures d'intimidations, nous continuons la lutte.

Mais le fait peu ordinaire, du moins, c'est que l'un de ces deux patrons est un « militant » du P. « C. » F., et oui, je dis bien « militant » ; il doit être intégré dans une cellule de Fontenay-aux-Roses ; son nom ? Gilbert Damain.

Je savais qu'il y avait de tout dans le P. « C. » F., mais des exploités aussi féroces, ça montre bien sa dégénérescence. Je lui est même demandé, si il n'y a pas trop d'incompatibilité, entre sa situation sociale et les principes du marxisme au sein de sa cellule. Il m'a répondu qu'il se soumettait à la majorité dans les décisions de sa cellule..., le reste importait peu. Si l'on comprends bien, un Salan ou autre réactionnaire peut se faire admettre au P. « C. » F., dès l'instant qu'il accepte de se soumettre à la majorité. Ce n'est plus l'avant-garde prolétarienne, mais bien le pilier principal de la bourgeoisie.

Quant à la dictature du prolétariat pour lui c'est dépassé, il voit une sorte de socialisme basé sur la nationalisation des grandes entreprises (manifeste du P. « C. » F. pour « une démocratie avancée ») ou le patronat subsisterait encore. Il est clair qu'il oublie volontairement que les petites entreprises engendrent les grandes.

C'est là un des aspects du révisionnisme moderne qui pratique l'exploitation de l'homme par l'homme.

Correspondant H.R. d'Athis-Mons.

Vallauris : LUTTONS AVEC NOS FRÈRES IMMIGRÉS !

Un travailleur immigré de Vallauris, manœuvre dans le bâtiment, est brutalement licencié, sans explication et SANS DELAI. La protestation reste sans effet : il est bel et bien mis à la porte comme un chien.

Aussi, nos frères immigrés disent souvent, et pour cause, qu'ils sont en France, traités comme des chiens : les payés les plus maigres pour les travaux les plus pénibles (ce licencié gagnait 3,50 F de l'heure) ; des conditions de vie lamentables, inhumaines : des baraques en bois, des greniers, des bidonvilles pour logements, pratiquement aucun rapport avec la population française, loin de leur patrie et de leurs familles... et de plus, en butte à toutes sortes de persécutions et de brimades : contrôles incessants, licenciements et expulsions arbitraires, etc...

Pourquoi restent-ils en France malgré cet « accueil » ? Parce qu'ils y sont obligés, car, comme le disait Lénine, « Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, nul doute que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés ».

Chacun sait qu'en France, le bâtiment est une des corporations où les ouvriers sont le moins organisés. La loi du « chacun pour soi, Dieu pour tous... et le patron encaisse tout » y règne en maître encore à peu près partout. Mais dans le bâtiment, comme dans les autres corporations, la lutte s'amplifie, se développe (ex. : chantier de la Faculté des Sciences de Paris, voir *L'Humanité Rouge* n° 36 et 37). Les travailleurs, conscients de la trahison des dirigeants cégétistes (la C.G.T., étant dans le passé, le seul syndicat à se battre sur des positions de lutte de classes) qui affirment ouvertement ne plus vouloir renverser le régime (déclaration de Benoit Frachon, *L'Humanité*, 29-11-69, page 4), s'organisent à la base, souvent en liaison avec les étudiants révolutionnaires des Comités de faculté, des Comités d'action de

quartier etc... En outre, les luttes des ouvriers, des paysans, des artisans et des petits commerçants, tendent de plus en plus à converger.

Le temps n'est plus loin où les travailleurs français comprendront que leur devoir, comme le leur recommandait Lénine, est de soutenir et d'organiser la lutte de leurs frères immigrés pour obtenir les mêmes droits politiques (liberté d'être membre d'une organisation, de mener la lutte professionnelle et politique...) et sociaux (salaires, logements...) .

Le temps n'est plus très loin non plus (toutes les luttes en cours le prouvent) où, forts de cette union indestructible, tous les travailleurs, soutenus et dirigés par les organisations de luttes de classes qui se forment dans l'action, livreront le dernier assaut contre le pouvoir des riches, contre l'impérialisme.

Ce dernier assaut, nul ne l'ignore, sera violent, car, comme Lénine n'a cessé de le répéter, dans la situation créée par le militarisme, l'impérialisme, dans le monde entier, et avant tout dans les pays les plus avancés, les plus puissants, « la pensée même de subordonner pacifiquement les capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, du passage au socialisme par la voie pacifique, réformiste, (voie préconisée aujourd'hui par le Parti « Communiste » français) n'est pas seulement d'une stupidité extrême, mais aussi une tromperie pure et simple à l'égard des ouvriers, l'enjolivement de l'esclavage salarié capitaliste, le déguisement de la vérité. La vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, n'hésite plus maintenant à recourir à n'importe quelle duperie ou crime, pour massacrer des millions d'ouvriers et de paysans en vue de sauver la propriété privée des moyens de production. SEUL LE RENVERSEMENT DE LA BOURGEOISIE PAR LA VIOLENCE, LA CONFISCATION DE SES BIENS, LA DESTRUCTION DE L'ENSEMBLE DE L'APPAREIL D'ETAT

BOURGEOIS, de la base au sommet, appareil parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc... et jusqu'à la déportation ou l'internement en bloc des plus dangereux et des plus obstinés des exploités, en les plaçant sous une surveillance étroite afin de combattre les inévitables tentatives de résister ou de restaurer l'esclavage capitaliste. Seules ces mesures peuvent assurer la vraie subordination de l'ensemble de la classe des exploités ». (Thèses sur les tâches fondamentales du 2^e Congrès de l'Internationale communiste — 4 juillet 1920).

Cette longue mais nécessaire citation du grand dirigeant prolétarien, se passe de commentaires !

LUTTONS POUR DES DROITS SOCIAUX ET POLITIQUES EGAUX POUR TOUS !

POUR L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS, A LA BASE ET DANS L'ACTION !

POUR LA REVOLTE PROLETARIENNE, POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

CONTRE L'IMPERIALISME !

CONTRE LE REVISIONNISME !

CONTRE LE REFORMISME !

Le Comité d'action marxiste-léniniste de Vallauris.

Depuis la distribution d'un premier tract — paru dans HR n° 36 — et du tract ci-dessus, le patron de l'usine de poterie de Vallauris, M. GRANDJEAN JOURDAN a porté plainte contre X pour... DIFFAMATION et INJURE !

Voilà encore la justice de classe en action : au lieu de faire rendre gorge au patron exploiteur, ce sont les ouvriers exploités qui sont poursuivis !

Comme l'écrit notre correspondant : « Heureusement, le temps n'est plus loin où toute cette racaille sera balayée de la surface de la terre ! ».

H.R.

SOURCE PERRIER : (Gard) ÉCHEC A UN LICENCIEMENT ARBITRAIRE !

Mardi 25 novembre, un ouvrier d'une entreprise de la région s'est vu licencié pour faute grave : détérioration volontaire du matériel appartenant à l'entreprise. Voici les faits : jetant un verre cassé vers un tas d'ordures, il manque l'objectif visé et casse une vitre à proximité (sous les yeux d'un chef d'encadrement, hélas !) Motif réel du licenciement : l'ouvrier en question est un gars qui avait été très actif en mai 1968. Il avait déjà eu des explications avec un chef d'équipe et même un cadre. Il se plioit difficilement à la discipline de l'usine.

Un gars comme ça est intolérable pour la direction dans une entreprise, il risque de donner de mauvaises habitudes à ses camarades de travail ; une seule solution : le liquider. Ouvrier irréprochable quant à son travail, on le surveille donc et bien entendu on le prend en défaut.

Dès communication de son renvoi, il règne une vive émotion parmi le personnel de poste à cette heure. Jusqu'à 13 heures (heure de changement de poste) les délégués tentent de réduire la sanction, sans résultat. Après midi, nouvelle intervention sans plus de

chance. Devant l'échec des discussions et dans un magnifique mouvement de solidarité envers leur camarade et de colère envers la direction le personnel du service observe un arrêt de travail de deux heures.

Pendant tout ce temps un groupe de délégués rédigeait information sur information pour tenir le personnel au courant de l'évolution de la situation. Ces informations lues par l'ensemble du personnel font monter la colère et la détermination.

Mercredi 26 à 8 h 30 réunion du personnel à la cantine. Bref compte rendu de la situation, discussion avec tous. Un mouvement de grève est décidé (2 h) ; pétitions avec 400 signatures en 5 minutes. Manifestation devant les locaux de la direction aux cris de « A BAS LA REPRESSION », « Non aux licenciements abusifs » « Le Directeur Démission ». La manifestation s'arrête devant le local de la direction remise des pétitions. La direction ne recule pas. Les ouvriers décident en bloc de rester devant la porte tant que leur camarade ne sera pas réintégré. La direction essaie de manœuvrer mais la décision des ouvriers reste inébranlable. Certains parlent d'occupation et en tout cas la grève durera jusqu'à 13 heures.

La direction devant l'unité et la décision de la totalité des ouvriers recule et donne pour toute punition 8 jours de mise à pied. La question se pose alors faut-il continuer ? Faut-il se contenter de cette demi-victoire ? Après concertation la majorité des ouvriers décide d'arrêter l'action, mais une collecte est décidée pour que leur camarade ne perde rien de sa semaine. Seconde gifflé pour la Direction.

Seule l'action des travailleurs unis à la base peut faire reculer la Direction.

Seule l'unité dans l'action de ces travailleurs peut garantir l'avenir.

Un délégué quel qu'il soit ne peut rien pour, un ouvrier sans s'appuyer sur les masses.

Que cette victoire ne nous fasse pas oublier que l'ennemie veille et frappera à son heure. Que l'action ne mène pas obligatoirement à la victoire. Mais que chaque action dirigée vers notre ennemi ne peut que cimenter le lien d'unité parmi les masses laborieuses et affaiblir d'autant la puissance du capital.

Signé : Un ouvrier marxiste-léniniste de la Source Perrier.

GARD

Décembre 1959 : TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE EN MARTINIQUE

Ce récit de la tempête révolutionnaire qui ébranla le pouvoir colonial français il y a 10 ans, en Martinique, est aussi une contribution à l'histoire de l'impérialisme français et de son complice le révisionnisme moderne.

Contre ces féroces ennemis communs, les peuples asservis par le colonialisme ou le néo-colonialisme comme les masses exploitées de France, osent se battre, apprennent à se battre et se forment ainsi leurs nécessaires organisations d'avant-garde, marxistes-léninistes.

Parmi les soi-disant « Départements d'Outre Mer », la Guadeloupe, voisine de la Martinique, s'est déjà forgée une telle direction : le Groupe d'Organisation National de Guadeloupe (G.O.N.G.). En poursuivant aujourd'hui son implacable lutte pour l'indépendance nationale, le peuple martiniquais est en train de trouver également la forme d'organisation la plus appropriée à unir le peuple pour vaincre l'impérialisme. Vive la lutte du peuple frère de Martinique ! Il vaincra !

H.R.

Il y a dix ans, la Martinique (île des Antilles et colonie française) était le théâtre d'une tempête d'un type particulier, la tempête révolutionnaire.

Pendant quatre jours, les jeunes ouvriers, écoliers et chômeurs de la capitale (Fort-de-France) allaient répondre du tac au tac aux forces de répression colonialistes.

L'étincelle qui fit jaillir la flamme fut un incident à caractère raciste : un fonctionnaire français (blanc) alertait la gendarmerie (blanche) à l'occasion d'un banal incident de rue avec un martiniquais (noir).

Les « C.R.S. » se jetèrent sur la foule en matraquant, raconte « Libération ». Et ce fut là le début de quatre jours de harcèlement des forces de police et de gendarmerie par les jeunes qui composent 60 % de la population. Quatre jours qui ont suffi pour ébranler un régime colonial endurci et affermi croyait-on.

Toute l'histoire de la Martinique jusqu'à ce jour s'était déroulée sous le signe de la dépendance envers la France.

D'abord l'économie martiniquaise : depuis le pacte colonial de 1627, (date du Code Michaud-Richelieu approfondi et systématisé par Colbert en 1661), les termes de l'échange ne cessent de se dégrader au détriment du pays colonisé.

La diversification de l'exploitation coloniale a fait place à la monopolisation du système impérialiste.

L'infrastructure économique est devenue capitaliste (économie de marché) même s'il subsiste avec le « colonat partiaire » un certain caractère féodal.

Il faut souligner que le passage à la monoculture répond aux besoins de l'économie métropolitaine conforme en cela à l'esprit et à la lettre du pacte colonial.

Un des piliers de domination de ce système économique colonialiste est constitué par les « 10 familles békés » à la fois grands propriétaires terriens (76 % du sol cultivable) et possesseurs d'usines à sucre et de maisons de commerce.

Cette classe, fondamentalement, a tout à perdre à la révolution et se distingue par son caractère réactionnaire féodal. La lutte des ouvriers agricoles martiniquais contre elle a été souvent aigüe. L'insurrection du Sud en septembre 1870, l'Affaire Guy de Fabrique en 1927 : deux dates où les békés laissèrent leur peau dans ce combat acharné et violent du prolétariat pour son émancipation. Pour radicale fut-elle cependant dans les méthodes, cette lutte revêtait un caractère de dépendance vis à vis de l'idéologie bourgeoise impérialiste. Idéologie qui, en Martinique, est dénommée « assimilationnisme » par son caractère principal d'assimilation à la France.

Et les principaux porteurs de cette « balle enrobée de sucre » de la bourgeoisie en direction du prolétariat et des paysans pauvres martiniquais furent la petite et moyenne bourgeoisie des villes.

Ce fut elle, qui en 1848, constitua la direction politique de la Révolution anti-esclavagiste. Révolution qui s'effectua sur les mots d'ordre démagogiques de « Liberté, égalité, fraternité » de la bourgeoisie française de 1792.

Petite et moyenne bourgeoisie au sein desquelles la couche des fonctionnaires martiniquais allaient avoir un rôle historique d'importance. Ils vont en effet se retrouver à la direction des centrales syndicales et des

partis politiques et ceci jusqu'à aujourd'hui.

Eduqués dans l'idéologie assimilationniste, ils allaient fourvoyer toutes les luttes du prolétariat martiniquais et des paysans pauvres.

Les masses populaires martiniquaises, n'ont donc jamais eu d'organisation politique autonome (d'avant-garde). La fondation du Parti Communiste martiniquais (P.C.M.) en 1920, (intitulé à l'époque Fédération du Parti Communiste de la Martinique du P.C.F.) pour un certain nombre d'intellectuels de cette couche de fonctionnaires, se plaçait d'EMBLEE sur le terrain assimilationniste, « dans le cadre de la République française ».

Toutes les rebellions du peuple martiniquais allaient avoir un caractère spontané.

La spontanéité des masses fut un élément fondamental de la tempête de décembre 59.

Mais dans les limites mêmes de la spontanéité, cette tempête allait démasquer les faux-amis du peuple et les valets camouflés de la bourgeoisie impérialiste. Le préfet, l'évêque, le député-maire, Aimé Césaire, le P.C.M., l'U.N.R., le Parti Progressiste d'A. Césaire, tous, à l'unisson et dans un communiqué commun lu à la radio, prêchaient l'appel au calme pendant que le croiseur anti-aérien *De Grasse* se remplissait de « gardes-mobiles » et appareillait à Brest pour la Martinique, pendant que « Caravelles » et « Constellations » déversaient des C.R.S. sur l'aérodrome de la capitale, pendant que les jeunes ouvriers, écoliers et chômeurs brûlaient les commissariats de police, incendiaient hôtels à grands standing et perceptions, lapidaient les forces de police et de gendarmerie.

Contre ta misère
Contre tes désespoirs
Pour la vérité
Eclatée,
Ton arme sera :
NOTRE FLAMBEAU

Ce Flambeau
Allumé au feu de
L'espoir
Ce Flambeau
Que nos mains confondues en
Une seule main
Brandissent
Vers la Dignité
Vers la Liberté.

D'après « Notre Flambeau », journal de l'Amicale générale des travailleurs antillais et guyanais.

Tous les Partis politiques se rangèrent donc du côté de l'impérialisme français y compris le P.C.M. Et lorsque le P.C.M. écrit « seul notre Parti sut se hisser à la hauteur de la situation » il énonce une contre-vérité flagrante que le même texte — à son insu — dénonce. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter le secrétaire général : « Hardiment, le Parti se lia aux masses par sa presse, ses tracts, ses meetings ». Un Parti prétendu « communiste » et qui face à une révolte armée des masses se contente de se lier à ces masses par sa presse, ses tracts, ses meetings. Un Parti qui prétend « avoir transformé dès les premiers jours ce mouvement spontané, parfois confus et anarchique en une action de masse ayant une perspective CLAIRE, des mots d'ordre PRECIS correspondant aux aspirations profondes des masses et qui affirme plus loin sans sourciller « l'ORGANISATION SPONTANÉE des groupes fit de la révolte une insurrection ». Un Parti qui qualifie « d'insurrection », « de révolte », « d'action de masse », « d'émeute » la

tempête de décembre au fil des textes du deuxième Congrès (juillet 60) sans gêne, un Parti prétendu « révolutionnaire » qui lance comme mot d'ordre politique une revendication juridique « changement de statut », « autonomie en union avec la France ». L'autonomie comme mot d'ordre prône la collaboration de classe avec la bourgeoisie impérialiste (« Union avec la France ») et constitue un subterfuge. Le véritable problème est celui de la séparation d'avec la puissance impérialiste.

Séparation qu'exprime le mot d'ordre d'INDEPENDANCE NATIONALE des étudiants martiniquais et qui est la seule manière juste de résoudre les problèmes fondamentaux du peuple martiniquais : renversement de l'oppression coloniale, abolition de l'exploitation capitaliste béké, principale agent de l'impérialisme français à la Martinique, restitution du patrimoine culturel, souveraineté nationale.

Vive la lutte du peuple martiniquais pour son indépendance nationale !
des amis martiniquais.

LA QUESTION NATIONALE EN FRANCE

Comme introduction aux articles sur la question nationale en France qui paraîtront très prochainement dans H. R. nous publions ci-dessous les thèses sur la question nationale adoptée à la 7^e Conférence du Parti bolchévik russe le 24-29 avril 1917 : un utile rappel...

La politique d'oppression nationale, héritage de l'autocratie et de la monarchie, est appuyée par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et la petite bourgeoisie, qui veulent ainsi protéger leurs privilèges de classe et diviser les ouvriers des diverses nationalités.

L'impérialisme contemporain qui renforce la tendance à la subordination des peuples faibles, est un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale.

Pour autant que la suppression du joug national est réalisable dans la société capitaliste, elle n'est possible que lorsque l'Etat se trouve sous le régime d'une république démocratique conséquente, assurant l'égalité complète de toutes les nations et langues.

A toutes les nations qui font partie de la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquête ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à se séparer assure la solidarité complète des ouvriers des différentes nations et favorise le rapprochement démocratique véritable des nations.

Le conflit qui vient de se produire entre la Finlande et le gouvernement provisoire russe montre de toute évidence que la négation du droit de se séparer librement, conduit simplement à continuer la politique du tsarisme.

Il n'est pas mis de confondre la question du droit des nations à se séparer librement avec la question de l'utilité de se séparer, pour telle ou telle nation, à tel ou tel moment. Ce dernier problème, le parti du prolétariat doit le résoudre, dans chaque cas particulier, d'une façon absolument indépendante, du point de vue des intérêts de l'ensemble du développement social et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Le parti réclame une large autonomie régionale, la suppression de la surveillance s'exerçant d'en haut, l'abolition de la langue officielle obligatoire, et la délimitation

des frontières des régions autonomes ou s'administrant par leurs propres moyens — la population locale elle-même devant tenir compte des conditions économiques et de vie, de la composition nationale de la population, etc.

Le parti du prolétariat rejette catégoriquement l'autonomie dite « Culturelle-nationale », c'est-à-dire le retrait — du ressort de l'Etat — des œuvres scolaires, etc., et leur remise en mains de sortes de Diètes nationales. L'autonomie culturelle-nationale sépare artificiellement les ouvriers habitant la même localité, voire, travaillant dans la même entreprise, selon leur appartenance à telle ou telle « culture nationale ». C'est-à-dire qu'elle renforce la liaison des ouvriers avec la culture bourgeoise des différentes nations, cependant que la social-démocratie s'assigne comme tâche de renforcer la culture internationale du prolétariat universel.

Le parti exige que soit inscrite dans la constitution une loi fondamentale proclamant l'abrogation de tous les privilèges d'une nation quelconque, ainsi que toutes les atteintes aux droits des minorités nationales.

Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de Russie se rassemblent en des organisations prolétariennes uniques — politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc., seul un tel rassemblement dans des organisations uniques permet au prolétariat de mener une lutte victorieuse contre le capital international et le nationalisme bourgeois.

(A suivre.)

V. Lénine, Œuvres, 4^e édition russe, tome 24, pages 269-270.

N.D.L.R. — A. Les passages soulignés le sont par nous. B. En avril 1917, le parti de Lénine s'appelait encore Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchévik), d'où la référence à la « social-démocratie ».